

Zeitschrift: Arbido
Herausgeber: Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare; Bibliothek Information Schweiz
Band: - (2015)
Heft: 2: Herausforderung Urheberrecht = Le défi du droit d'auteur = La sfida del diritto d'autore
Rubrik: Urheberrechte und Vergütungen = Droits d'auteur et rémunérations

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

II. Urheberrechte und Vergütungen / Droits d'auteur et rémunérations

Droit de prêt: revoir dans son ensemble le système de rémunération des auteurs

Jacques Bühler, groupe de travail droit
d'auteur de la BIS

Le droit de prêt, aussi appelé «tantième des bibliothèques», est une somme d'argent que les bibliothèques devraient payer pour chaque prêt gratuit effectué par un lecteur. Pour la deuxième fois de son histoire, les bibliothèques suisses se sont prononcées à l'unanimité¹ contre l'introduction d'un droit de prêt lors de leur assemblée générale 2014 à Lugano. Les raisons principales à l'appui de ce résultat sont les lourdeurs administratives qu'engendreraient la perception d'une telle redevance et surtout l'absence de ressources financières pour la payer dans la situation budgétaire précaire que connaissent actuellement les collectivités publiques.

Une subvention cachée contraire à la Constitution

Le droit de prêt sur les emprunts gratuits n'est pas une redevance calculée sur des encaissements, mais en réalité une subvention qui n'en porte pas le nom. Cette subvention est versée aux auteurs par exemple au titre de la promotion de la culture. Or, la culture et les activités de la majorité des bibliothèques (scolaires, municipales, cantonales, etc.) sont du ressort des cantons²; a contrario, la Confédération n'est pas

habilitée à pratiquer elle-même une politique culturelle³ et ne saurait donc introduire un droit de prêt. En conséquence, seuls les cantons possèdent la compétence pour introduire un «tantième de bibliothèques».

Cependant, les bibliothèques sont favorables à une adaptation du cadre juridique qui régit la rémunération des auteurs dans le contexte d'une numérisation et d'une mutualisation croissantes des œuvres créées. Mais il faut revoir le système dans son ensemble et ne pas faire de bricolage sur une construction (juridique) devenue instable en raison de l'évolution de la situation.

Les bibliothèques en faveur d'un revenu équitable des auteurs

Les bibliothèques communales et cantonales ainsi que les bibliothèques scientifiques des hautes écoles sont nombreuses à organiser des activités dont le but est de promouvoir le travail des auteurs et la lecture pour toutes les générations et toutes les classes de notre société multiculturelle. C'est un fait avéré que l'essentiel des dépenses effectuées par les bibliothèques revient aux auteurs, certes parfois par des voies détournées comme le montre la description ci-dessous du système actuel. En effet, les auteurs disposent d'une multitude de sources de revenu. Ainsi, pour la rédaction d'un seul texte, les auteurs reçoivent non seulement une rémunération résultant de la vente de leurs œuvres, mais encore des versements durant plusieurs années, selon le mécanisme compliqué décrit ci-dessous.

Les multiples sources de revenu des auteurs – une écurie d'Augias

Les bibliothèques consacrent l'essentiel de leur budget à l'achat de documents, en format papier ou électronique. Par le biais des éditeurs, une partie importante du prix versé pour l'achat d'ou-

vrages est restitué aux auteurs. Ainsi, le roman de Joël Dicker «La vérité sur l'affaire Harry Quebert» a apporté des gains importants à son auteur en raison du nombre considérable de ventes.

Les tarifs communs (TC)⁴ alimentent aussi le porte-monnaie des auteurs. En effet, chaque fois qu'une photocopie est faite sur un appareil en

FORDERUNG DER SCHWEIZER

BIBLIOTHEKEN – DIE POSITION DES BIS

Bibliothekstantieme

Die Mitglieder von BIS haben die isolierte Einführung einer Bibliothekstantieme einstimmig abgelehnt. Die Schweizer Bibliotheken verstehen sich als Partner der Autorinnen und Autoren und unterstützen diese mit ihrer praktischen Arbeit. Weiterhin werden die Bibliotheken ihnen teilweise beträchtliche Summen entrichten, geregelt durch das aktuelle, komplizierte System, das nicht weniger als sieben verschiedene Vergütungstarife vorsieht.

In diesem Kontext spricht sich BIS für eine Vereinfachung des aktuellen Systems mit Mehrfachabgaben aus und schlägt vor, eine umfassende Lösung zu suchen, die alle Interessen berücksichtigt.

REVENDEICATIONS DES BIBLIOTHÈQUES SUISESSE – PRISE DE POSITION DE LA BIS

Droit de prêt

BIS a refusé à l'unanimité de ses membres l'introduction isolée d'un droit de prêt pour les bibliothèques. Les bibliothèques suisses continueront à soutenir les auteurs par des actions concrètes et à leur verser des sommes parfois importantes par le biais du système compliqué actuel, qui ne compte pas moins de sept types de versements différents en faveur des auteurs.

Dans ce contexte, BIS se prononce pour une simplification du système actuel des redevances multiples et propose de rechercher une solution globale qui tienne compte de l'ensemble des intérêts en présence.

1 Par 216 voix contre 0.

2 Cf. notamment les art. 62 et 69 Cst.

3 Sous réserve de la promotion d'activités culturelles présentant un intérêt national (art. 69 al. 2 Cst.). Le mécanisme du droit de prêt étant lié aux emprunts effectués, l'on ne se trouve manifestement pas dans le domaine de compétence de la Confédération.

4 Les tarifs communs ont été décrits de façon plus détaillée dans l'article «Le droit d'auteur – was regelt das Gesetz und was fehlt aus Bibliotheks- und Archivsicht?» du présent numéro.

Suisse, ou qu'une page d'un ouvrage est imprimée, le compteur tourne et des redevances doivent être versées à ProLitteris. Lorsqu'un livre est recensé dans le catalogue d'une bibliothèque, on est en présence d'une œuvre divulguée.

Litteris. Cette société de perception de droits d'auteur répartit ensuite les sommes perçues entre les auteurs qui se sont annoncés auprès d'elle, selon une clé qui tient compte de la nature de la publication et de son ancienneté. Si l'œuvre ou une partie de l'œuvre est reproduite sur un support papier, la redevance est due en vertu du TC8. Lorsque la copie est faite sur un support électronique, les bibliothèques comme

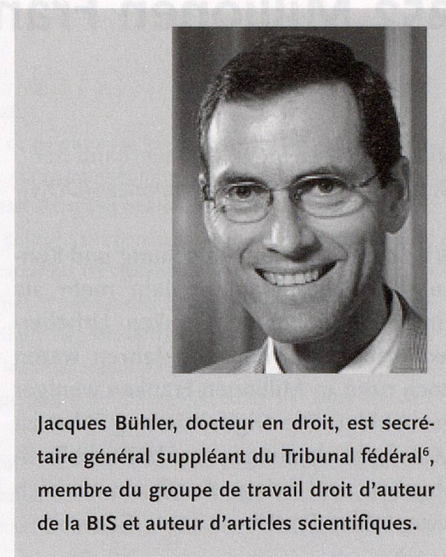
les autres utilisateurs payent deux redevances, l'une forfaitaire à l'achat du support électronique (TC4) et l'autre pour les copies concrètes effectuées sur le support électronique (TC9). Des bibliothèques qui encaissent de l'argent pour chaque prêt isolé, les auteurs touchent un droit de prêt sur ces locations d'œuvres (TC6).

Lorsqu'un auteur décide de publier son ouvrage sous forme électronique, il n'est pas rare que l'éditeur le publie ensuite non pas sous le régime du droit d'auteur, mais sous celui d'une licence spécifique qui régit son utilisation. Chaque licence procure à nouveau un revenu à l'auteur de l'œuvre diffusée sur support électronique.

Enfin, notamment dans le domaine des publications scientifiques, il est usuel que l'activité de publication fasse partie intégrante de l'activité salariée de l'auteur. Il serait choquant et contreproductif que les hautes écoles de notre pays voient leur budget d'acquisition réduit de façon drastique afin que les chercheurs touchent en plus de leur salaire un tantième sur des prêts gratuits.

Proposition pour sortir de l'impasse

Depuis peu, les auteurs tentent d'obtenir une assistance financière plus élevée de la part des pouvoirs publics⁵ et proposent de la prélever sur le budget des bibliothèques, leurs meilleurs alliés de longue date. Personne n'est en mesure de fixer de façon objective la rémunération équitable pour une œuvre: ni les auteurs, ni les bibliothèques. Ajouter un droit de prêt aux sept sources



Jacques Bühler, docteur en droit, est secrétaire général suppléant du Tribunal fédéral⁶, membre du groupe de travail droit d'auteur de la BIS et auteur d'articles scientifiques.

principales de rémunération actuelles des auteurs mentionnées ci-dessus revient à augmenter la confusion du système. De plus, l'introduction d'un tel tantième priverait les bibliothèques d'une partie des ressources financières qu'elles utilisent pour acheter des œuvres nouvelles émanant de jeunes auteurs qui méritent un soutien à l'aube de leur carrière.

On observe un accroissement du nombre d'œuvres numériques et une mise à disposition des œuvres nouvelles et anciennes sur des plateformes en ligne dont les modalités d'accès vont subir des changements fondamentaux aux cours des années à venir.

Par conséquent, il convient de saisir l'occasion d'une prochaine révision du droit d'auteur pour tenir compte de l'évolution de la situation et surtout de simplifier le système actuel pour le rendre à la fois plus robuste et plus flexible. Les bibliothèques sont prêtes à entamer le dialogue avec tous les partenaires impliqués et à contribuer dans la discussion par leurs apports pragmatiques et originaux à la recherche d'une solution globale qui tienne compte de l'ensemble des intérêts en présence.

Contact: Jacques.Buehler@bger.ch

⁵ Voir notamment «Le droit de prêt repart en campagne» in: *CultureEnjeu* n° 45, mars 2015, p. 20 s.

⁶ L'auteur s'exprime ici en son nom personnel et non en celui de son employeur.

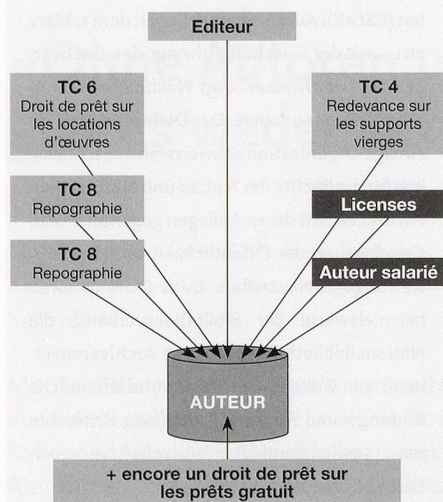


Schéma: Le mécanisme de rémunération des auteurs.

ABSTRACT

Bibliothekstantieme: Das Vergütungssystem benötigt eine Überarbeitung

Unter einer Bibliothekstantieme versteht man einen Betrag, den die Bibliotheken für jede Ausleihe bezahlen müssten und welcher dem Autor zugutekäme. So angedacht sind Bibliothekstantiemen eine versteckte kulturelle Subvention. Weil die Kulturpolitik in der Hoheit der Kantone liegt, ist ihre Einführung durch den Bund nicht möglich. Bereits jetzt und auch ohne Bibliothekstantiemen erhalten die Autoren in der Schweiz durch die Bibliotheken Gelder, um ihre Arbeit zu vergüten und zu fördern. Gemäss einem komplexen, durch die Gemeinsamen Tarife (GT) geregelten Mechanismus fliessen Beträge von den Bibliotheken zur Verwertungsgesellschaft Pro Litteris und zu den Autoren. Dieses Vergütungssystem ist kompliziert und aufwendig. Anstatt eine neue Abgabe in Form einer Bibliothekstantieme einzuführen, wäre es angebracht, unter Einbezug aller Interessen das komplette System zu überdenken.

252 Millionen Franken pro Jahr sind genug!

Nicole Emmenegger, Dachverband der Urheber- und Nachbarrechtsnutzer (DUN)

Wirtschaft, Bildung, Forschung und Konsumenten bezahlen pro Jahr mehr als eine Viertelmilliarde Franken Urheberrechtsabgaben. Vor zehn Jahren waren noch rund 43 Millionen Franken weniger geschuldet. Die Digitalisierung führt zu Mehrfachbelastungen und höheren Tarifaufgaben und bringt damit ein an sich akzeptables System an seine Grenzen.

Im Geschäftsalltag ist es gang und gäbe: Ein Zeitungsartikel wird kopiert und den Mitarbeitenden verteilt. Man stelle sich vor, dass dafür jedes Mal die Journalistin oder der Verlag um Erlaubnis angefragt werden müsste. Zweifellos wäre dies ein Ding der Unmöglichkeit. Von Gesetzes wegen sind genau solche Massennutzungen per se erlaubt.¹ Das ist eine sinnvolle und pragmatische, alltagstaugliche Regelung – aber gratis ist sie keineswegs.

Nutzungen sind erlaubt, aber nicht gratis Pauschal 350 Franken pro Jahr schuldet beispielsweise eine Bibliothek mit 80 Mitarbeitern für diese Kopiermöglichkeit. Festgelegt ist dieser Betrag im Gemeinsamen Tarif 8/II (GT 8/II Reprographie in Bibliotheken),² der seit seiner rechtskräftigen Genehmigung auch für die Gerichte verbindlich ist.³ Solche Pauschalabgaben bringen den Vorteil einer einfachen Handhabung mit sich, aber auch den Nachteil, dass individuelles Verhalten unberücksichtigt bleibt. Wer gar keine geschützten Werke kopiert, wird demnach trotzdem zur Kasse gebeten.

Kopiertarife gibt es zusätzlich für die öffentlichen Verwaltungen, die Schulen, die Kopierbetriebe, für die Industrie und den Dienstleistungsbereich.⁴ Dazu kommen über vierzig weitere Tarife und Untertarife zu den verschiedensten Nutzungsarten: Es gibt den Tarif für Public Viewing oder denjenigen für das Speichern auf Tablets, einen für Kirchen und einen für Kinos und viele mehr.⁵ Für all diese Tarife bezahlten die Nutzer im Jahr 2013 insgesamt 252,4 Millionen Franken.⁶

Verhandlungen sind aufwendig und kompliziert – aber meist erfolgreich

Nicht nur die Tarife selber sind für Laien schwer durchschaubar, richtig kompliziert wird es bei deren Entstehung. Das Urheberrechtsgesetz sieht dafür ein spezielles Verfahren vor. Im Gegensatz zu einigen unserer Nachbarländern werden die Tarife nicht durch staatliche Stellen angeordnet, vielmehr sind die Verwertungsgesellschaften⁷ verpflichtet, die Tarife mit massgebenden Nutzerverbänden zu verhandeln.⁸ Erstaunlich häufig können diese Verhandlungen mit einer Einigung abgeschlossen werden. Damit werden nicht nur Gerichtsverfahren vermieden, sondern zweifellos ist auch die Akzeptanz solcher Kompromisslösungen weit höher.

Mehrfach bezahlen in der digitalen Welt?

Das grosse Defizit im Tarifverfahren liegt aber an einem gänzlich anderen Ort: Die Digitalisierung hat zu massiven Mehrbelastungen geführt und droht das Tarifsysteem ad absurdum zu führen. Dies zeigt sich deutlich an den stetig steigenden Einnahmen. Noch im Jahre 2005 betrugen die Tarifeinnahmen 43 Millionen Franken weniger.

Was ist passiert? Die Digitalisierung ermöglicht einerseits immer neue Nutzungsformen und schafft andererseits immer grössere Speicherkapazitäten. Dafür muss heute mehrfach bezahlt werden. So wird für den eingangs erwähnten Zeitungsartikel dreimal bezahlt: Einmal muss an den Verlag bezahlt werden, wenn ein Artikel online gekauft wird.⁹ Wird dieser Artikel danach auf den Server des Betriebs oder der Bibliothek ab-



Nicole Emmenegger ist Partnerin in der Advokatur Markwalder Emmenegger (www.mepartners.ch). Sie ist vornehmlich auf dem Gebiet des Urheberrechts tätig und ist vom Bundesrat gewähltes Mitglied der Eidgenössischen Schiedskommission für die Verwertung von Urheberrechten und verwandten Schutzrechten (ESchK). Ausserdem ist sie seit dem 1. März 2014 mit der Geschäftsführung des Dachverbandes der Urheber- und Nachbarrechtsnutzer (DUN) mandatiert. Der DUN setzt sich als einzige Organisation schweizweit ausschliesslich für die Rechte der Nutzer und Nutzerinnen ein und vertritt deren Anliegen gegenüber dem Gesetzgeber, der Öffentlichkeit und den Verwertungsgesellschaften. Dem DUN gehören beispielsweise der Bibliotheksverband, die Nationalbibliothek sowie der Archivarenverband an. Weiter sind private und öffentliche Bildungs- und Forschungsinstitute, Unternehmen sowie namhafte Wirtschaftsverbände DUN-Mitglieder.

gelegt, so ist eine Abgabe nach dem Gemeinsamen Tarif 9 für das elektronische Speichern geschuldet. Für den Ausdruck schliesslich wird aufgrund des Gemeinsamen Tarifs 8 bezahlt.

Dabei wird aber ignoriert, dass sich die Verwendung durch den Benutzer nicht verändert hat: Er liest schlicht den Artikel – genauso wie er das in der analogen Welt getan hat.

Einigungstarife zeugen von der Akzeptanz des Systems

Urheberrechtstarife sind zweifellos kompliziert, teilweise verwirrend formuliert und häufig für Nichtjuristen schlicht unverständlich. Dennoch bietet das System einige klare Vorteile: Insbesondere werden die Tarife von

1 Art. 19 Abs. 1 lit. c URG

2 <http://www.prolitteris.ch/de/portrait-prolitteris/aktuelle-tarife/aktuelle-tarife/>

3 Art. 59 Abs. 3 URG

4 Gemeinsamer Tarif 8/I, 8/III, 8/IV, 8/V, 8/VI

5 Gemeinsame Tarife 3c, 4f, C, E

6 Angaben direkt von der Suisa sowie unter www.swisscopyright.ch; noch keine aktuelleren Zahlen erhältlich

7 Suisa, Suissimage, ProLitteris, Swissperform und SSA

8 Art. 46 Abs. 2 URG

9 Beim Zugang über das Onlineportal.

den Nutzerverbänden mitgestaltet, statt dass sie staatlich angeordnet werden. Nicht zuletzt die hohe Rate von Einigungstarifen zeugt von der grundsätzlichen Zustimmung zum System. Störend ist jedoch, dass für jede technische Neuerung ein neuer Tarif geschaffen wird und damit Mehrfachbelastungen entstehen, welche die Glaubwürdigkeit und die Akzeptanz des Tarifsystems gefährden. Unbestritten bleibt, dass Kultur für die Gesellschaft von zentraler Bedeutung ist und dass es Kultur nicht gratis gibt: Dies wird mit der jährlichen Zahlung von 252 Millionen Franken eindrücklich belegt.

Kontakt: nicole.emmenegger@mepartners.ch

ABSTRACT

252 millions de francs par an sont assez!

252,4 millions de francs suisses, voici ce qu'ont payé les utilisateurs (entreprises, institutions d'éducation et de recherche, consommateurs) en tant que tarifs aux ayants droit en 2013. Huit ans auparavant, c'était encore 43 millions de francs de moins. Quelle est la raison pour cette explosion des coûts? La réponse est le numérique: D'une part l'avancement technologique rend les capacités de stockage quasiment infinies, d'autre part il rend possible de nouvelles formes d'utilisations d'œuvres. Ainsi le numérique risque de faire imploser le système tarifaire négocié entre les sociétés de gestion et les associations des utilisateurs, puisque les utilisateurs paient aujourd'hui plusieurs fois pour un produit qu'ils consomment peut-être différemment, mais pas plus souvent qu'avant l'avènement du numérique.

Alors qu'il est indiscutable que la culture exerce une fonction centrale pour la société et que la culture ne peut pas être gratuite, il faut revoir le système actuel dans le but d'éviter les taxations multiples en prenant en compte le volume d'utilisation effectif et non pas le volume potentiel.

«Ohne Autoren und Autorinnen gibt es weder Texte noch Bibliotheken»

Nicole Pfister Fetz, Geschäftsführerin
AdS Autorinnen und Autoren der
Schweiz

Mit dem titelgebenden Zitat umschreibt die Schriftstellerin Ruth Schweikert ihre Rolle und die ihrer Berufskolleginnen.¹ Autorinnen und Autoren wollen von Leserinnen und Lesern entdeckt, aber gleichzeitig für die Nutzung ihrer Werke angemessen vergütet werden. Daher setzt sich der Berufsverband Autorinnen und Autoren der Schweiz AdS für die Einführung des Verleihrechts ein. Im Gegenzug unterstützt der Verband die Gesetzesvorlage eines «Verzeichnisprivilegs»², damit auch Bibliotheken auf die üblich gewordene Anschaulichkeit von Onlineverzeichnissen nicht verzichten müssen.

Literatur vielfach genutzt – mit Respekt vor den Autorenrechten

Wer schreibt, um gelesen zu werden, ist heute auf vielen Kanälen erreichbar. Das herkömmliche Buch ist längst nicht mehr die einzige Nutzungsquelle, sondern nur einer von vielen möglichen Datenträgern. Das Schaffen von Autorinnen und Autoren nutzen wir online,

wir lesen auf dem Laptop, dem Tablet, dem Smartphone...

In diesem Umfeld nehmen Bibliotheken einen wichtigen Stellenwert ein für die Vermittlung und das Zugänglichmachen von Wissen oder von Literatur im Speziellen. Sie stehen allen Bevölkerungsgruppen offen und erfüllen nachhaltige archivarische Aufgaben. Der AdS, der sich für die Rechte der Autorinnen einsetzt, begrüsst eine rege Tätigkeit der Bibliotheken. Umgekehrt erwarten Autoren, dass ihre Rechte konsequent eingehalten und sie für ihre Leistungen angemessen entschädigt werden.

Autorinnen und Autoren bei der Ausleihe ihrer Werke entschädigen

Der freie Zugang in Bibliotheken zu Büchern, ob digital oder auf Papier, ist grundlegend für die Vermittlung von Inhalten. Die öffentliche Hand stellt den Bibliotheken die notwendigen Mittel zur Erfüllung ihrer Aufgaben zur Verfügung, aber das geltende Gesetz sieht keine Beteiligung der Autorinnen und Autoren vor. Viel mehr noch: Die Bibliotheken erweitern seit einiger Zeit

den Zugang zu geschützten Inhalten, indem sie Werke nicht nur in analoger, sondern auch in digitaler Form anbieten. Damit wird es eine Zunahme der Ausleihe geben. Dagegen ist nichts einzuwenden – jedoch muss damit die Einführung einer angemessenen Entschädigung der Autorinnen und Autoren verbunden sein!

In Europa existiert das Verleihrecht für gedruckte Werke seit mehr als 60 Jahren. Dänemark zum Beispiel führte die Entschädigung von Autoren bei der Ausleihe ihrer Werke bereits 1946 ein. Die Europäische Union hat seit 1992 eine Vermiet- und Verleihrechtsdirektive, dank der heute bereits in 23 Staaten (unter anderem in unseren Nachbarstaaten Deutschland,

¹ Dokumentation zur Medienkonferenz der Allianz Fairlesen vom 22. Mai 2014

² Das «Verzeichnisprivileg» ist Teil des Konsenspakets der Arbeitsgruppe zum Urheberrecht (Agur12), die Bundesrätin Sommaruga 2012 einberufen hatte. Das Konsenspaket ist Grundlage für die bevorstehende URG-Revision.



Nicole Pfister Fetz

Frankreich, Österreich, Liechtenstein) Autoren für das Verleihen ihrer Werke entschädigt werden.

Paradoxiertweise erhalten auch Schweizer Autorinnen Vergütungen, wenn ihre Werke im Ausland ausgeliehen werden, 2013 zum Beispiel knapp 830 000 Franken. Umgekehrt gibt es für die gleichen Vorgänge in der Schweiz keine Entschädigungen – weder an Schweizer noch an ausländische Autoren!

Inzwischen ist auch die Diskussion um das digitale Verleihrecht (sogenanntes E-Lending) auf europäischer Ebene voll im Gange. Der europäische Dachverband der Bibliotheken Eblida

fordert, Urheberinnen und Urheber seien für die Ausleihe ihrer E-Books fair zu entschädigen. Der Deutsche Bibliotheksverband DBV verlangte am 23. April 2014, anlässlich des Unesco-Welttags des Buches und des Copyrights, in einer Medienmitteilung ebenfalls die Einführung des Verleihrechts auch für digitale Werke.³

Politischer Weg zum Verleihrecht

Heute wächst endlich auch in der Schweiz das Verständnis für eine Entschädigung der Autoren angesichts der zunehmenden digitalen Nutzung ihrer Werke. Der Solothurner FDP-Nationalrat Kurt Fluri, Vorstand der Bibliothek seines Heimatkantons, deponierte 2013 eine Motion⁴ zur Einführung des Verleihrechts, woraufhin der Bundesrat auf die Arbeit der Agur12 verwies.

Am 19. März 2015 unternahm der politische Prozess schliesslich einen weiteren Schritt: Der Ständerat über-

wies das Postulat «URG-Revision. Einführung eines Verleihrechts»⁵ des Zuger CVP-Ständerats Peter Bieri und folgte somit dem Bundesrat, der das Postulat zur Annahme empfohlen hatte. Bundesrat wie Ständerat bekräftigten damit den Willen, das analoge und digitale Verleihrecht anlässlich der bevorstehenden Teilrevision des Urheberrechtsgesetzes einzuführen.

Abschliessend sei nochmals Ruth Schweikert zitiert, um das Anliegen des Verleihrechts aus Autorensicht auf den Punkt zu bringen: «Bibliotheken sind eine grossartige Sache [...]. Dabei zahlt die öffentliche Hand an Infrastruktur, Löhne, Buchkäufe; das alles ist Teil der Leseförderung. Autorinnen und Autoren wollen gelesen werden; sie wollen und müssen aber auch dafür entschädigt werden – damit sie ihr nächstes Buch in Angriff nehmen können.»⁶

Kontakt: npfister@a-d-s.ch

ABSTRACT

Sans auteurs, pas de textes, ni bibliothèques

Actuellement, en Suisse, les écrivains ne sont pas rémunérés lorsque leurs œuvres sont empruntées dans les bibliothèques. Dans les pays de l'Union européenne, le droit de prêt est une réalité depuis 1992. Vu que les bibliothèques encouragent et élargissent l'accès aux œuvres protégées par le droit d'auteur en mettant à disposition de leurs clients non seulement des publications sous forme papier, mais également sous forme numériques l'association Autrices et Auteurs de Suisse (AdS) exige qu'un droit de prêt pour les œuvres sous forme numérique et papier soit introduit dans la loi suisse à l'occasion de la prochaine révision partielle du droit d'auteur. Le droit de prêt serait un instrument important pour continuer à garantir le prêt gratuit d'œuvres protégées par le droit d'auteur, sous forme numérique également, tout en dédommageant les autrices et auteurs pour l'utilisation de leurs œuvres.

- 3 www.bibliotheksverband.de – dbv / Presse (31.3.2015)
- 4 Motion 13.3583: Abgeltung von Urheberinnen und Urhebern
- 5 Postulat 14.4150
- 6 Dokumentation zur Medienkonferenz der Allianz Fairlesen vom 22. Mai 2014

Impressum arbido print arbido newsletter arbido website

print: © arbido ISSN 1420-102X
website + newsletter: © arbido newsl. ISSN 1661-786X
www.arbido.ch

Offizielle Publikationsorgane – Organes officiels de publication

Bibliothek Information Schweiz BIS (www.bis.info)
Verein Schweizerischer Archivarinnen und Archivare VSA-AAS (www.vsa-aas.org)
Bibliothèque Information Suisse BIS
Association des archivistes suisses AAS-VSA

Chefredaktor – Rédacteur en chef

Stéphane Gillioz (sg), Sara Marty (sm) sm@arbido.ch

Redaktion BIS – Rédaction BIS

Katja Böspflug (kb), Stephan Holländer (sh), Daniela Rüegg (dr)

Redaktion VSAAAS – Rédaction AAS-VSA

Marguerite Boos (mb), Gilliane Kern (gk)

Layout, Druck – Graphisme, Impression

Stämpfli AG, Wölflistrasse 1, Postfach 8326, 3001 Bern,
www.staempfli.com

Inserate – Annonces

Tel. 031 300 63 89, Fax 031 300 63 90
E-Mail inserate@staempfli.com

Abonnemente – Abonnements

Tel. 031 300 63 41, Fax 031 300 63 90
E-Mail abonnement@staempfli.com

4 Hefte/Jahr: Fr. 115.– (im Mitgliederbeitrag inbegriffen).
Auslandsabonnemente: Fr. 135.– (inkl. Porto).
Einzelnummer: Fr. 30.– (plus Porto und Verpackung).
4 cahiers/année: Fr. 115.– (compris pour les adhérents).
Abonnements de l'étranger: Fr. 135.– (affranchissement compris).
Vente au numéro: Fr. 30.– (plus affranchissement et emballage).

Termine – Dates

Die nächsten Ausgaben erscheinen am 3.9. und 3.12. 2015.
Les prochains numéros paraissent le 3.9. et le 3.12.2015

Thema – Thèmes

arbido Nr. 3: Wikimedia & GLAM
arbido Nr. 4: Kompetenzen/Compétences

Redaktionsschluss – Délai de rédaction: 30.6. resp.
12.10.2015, 2015

Inserateschluss – Délai d'insertion: 28.7. resp.
27.10.2015, 2015

Newsletter

Pro Jahr erscheinen 8 bis 12 elektronische Newsletters.
Siehe www.arbido.ch
Parution de 8 à 12 newsletters électroniques par an.
Voir www.arbido.ch

Publiziert mit Unterstützung der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften SAGW
Publié avec le soutien de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales ASSH